

Intervention 1er mai 2018.

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs, pour la paix, la démocratie, la solidarité est un temps fort de mobilisation et de manifestation dans le monde entier.

C'est une journée de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Le 1er mai est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux, qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social et celles et ceux qui luttent contre la guerre.

La CGT réaffirme son soutien aux deux millions d'habitants de Gaza, contraints de vivre dans 365 km<sup>2</sup> - densité de population la plus élevée au monde - qui subissent depuis 10 ans le blocus imposé par l'État d'Israël. Nous sommes pleinement solidaire des travailleurs et des populations de tous les territoires occupés.

La CGT tient à condamner fermement les frappes menées en Syrie, au nom d'une coalition occidentale menée par les Etats Unis et son président : Donald TRUMP. La CGT condamne fermement les bombardements contre le peuple kurde au nord de la Syrie menés par l'armée turque et son président : ERDOGAN.

Notre combat pour la paix est à l'opposé des politiques menées par le gouvernement à l'image de la loi "Asile, immigration". Loi dramatique pour les réfugiés et les migrants. Loi marquée par la suspicion et la pénalisation des migrants. Loi attentatoire aux libertés fondamentales.

**Ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps.**

Ce 1er mai 2018 est forcément particulier. Situé un an après l'élection présidentielle, il est une journée de lutte et de résistance pour toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à se voir imposer une politique ultra libérale au seul service de la finance et des actionnaires. Il donne à voir aussi et surtout depuis des semaines le retour de la question sociale sur le devant de la scène.

En ce 1er mai 2018, il ne s'agit pas de manifester seulement son opposition à cette politique désastreuse. Il faut mettre en perspective les problématiques dont souffrent les citoyens de ce pays et mettre en avant des solutions pour sortir de ce système.

Dans ce contexte, persiste le rejet des partis qui se sont succédés au gouvernement et ont tour à tour imposé une politique libérale au service de la seule finance et des seuls actionnaires, creusant toujours plus les inégalités.

La crise est profonde et fait le terreau d'une idéologie nauséabonde qui prospère sur la colère et les inquiétudes que suscite l'insécurité sociale. C'est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale

et le monde du travail.

La CGT ne se résoudra jamais à accepter un tel scénario, sans issue pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi et les étudiants.

**Ils profitent, alors prenons nos désirs pour la réalité, car nous croyons en la réalité de nos désirs.**

Depuis des mois, de nombreux citoyens et salariés contestent ces choix, s'opposent aux ordonnances MACRON et se mobilisent encore et toujours, notamment avec la CGT.

Nous affirmons que les salariés doivent, plus nombreux et plus forts, exprimer leurs attentes et leurs aspirations, faire grandir les mobilisations convergentes capables d'instaurer un rapport de force pour gagner de nouveaux droits. Seul le progrès social favorise les solidarités, participe à combattre l'exclusion, les stigmatisations, les mises en concurrence.

**Etre réactionnaire, c'est justifier et accepter les réformes, sans y faire fleurir la subversion.**

C'est dans ce contexte, que la CGT a condamné, avec la plus grande fermeté, les intimidations, les violences physiques que les étudiants et les personnels mobilisés ont eues à subir sur différents campus alors qu'ils défendent légitimement leurs idées, leurs revendications, leur avenir. Les violences policières, la répression de la contestation, la contrainte physique n'ont pas leur place dans l'enceinte universitaire.

Et toujours dans ce moment, le gouvernement ajoute maintenant la réactivation des forces réactionnaires en jouant l'alliance du « sabre et du goupillon ». La déclaration du Président de la République à la conférence des évêques disant vouloir réparer le lien cassé entre l'Eglise catholique et l'Etat est bien plus qu'une faute inacceptable. Ce discours est contraire aux principes fondamentaux de la laïcité. Il remet en cause la séparation de l'Etat et de l'Eglise.

**Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ?**

Le président de la République et son gouvernement sont loin d'avoir gagné la guerre idéologique. Le président « jupitérien » de la République, se trouve contraint de descendre de son olympus pour revenir à la réalité terrestre avec deux interventions télévisées millimétrées ! Pour quelqu'un qui ne souhaitait pas monopoliser l'écran, ce n'est pas banal et c'est à mettre à l'actif des luttes. Et il en rajoute « droit dans ses sandales » et ne veut rien changer ni le sens des réformes, ni leur rythme. Si ce n'est, pourquoi pas, ajouter une seconde journée de solidarité ! il ouvre tous les fronts sociaux, de la réforme visible du Code du travail à celle de la SNCF.

Medef et Gouvernement attaquent sans relâche ce qui a façonné et façonne encore notre modèle social fondé sur la solidarité, une protection sociale de haut niveau, des services publics gages de cohésion et d'égalité.

Pendant que les salariés du privé subissent de plein fouet les conséquences des ordonnances MACRON, le gouvernement s'attaque aux services publics. Le projet de réforme de la SNCF cristallise les enjeux idéologiques et sociétaux autour de la conception même d'un service public et par-delà le choix de société dans laquelle nous voulons vivre.

Après les privatisations d'AIR FRANCE, de FRANCE TELECOM, d'EDF-GDF, c'est la SNCF qui est aujourd'hui dans le collimateur du président des riches. Face aux grands enjeux, la situation de la SNCF appelle légitimement à renforcer le service public ferroviaire et non à le livrer en pâture aux marchés financiers.

La bataille du rail, menée par les cheminots n'est pas une bataille de privilégiés. C'est, au contraire, une lutte de l'intérêt général au détriment des intérêts financiers, une lutte clairement pour le bien commun au détriment du bien de certains.

**Nous sommes tous concernés par les mouvements sociaux, celui de la Poste, de la SNCF, de l'Hôpital public, de l'Education Nationale, de la Justice... car nous sommes tous des usagers.**

A Arles, Cheminots et postiers entament leur 5<sup>ème</sup> semaine de grève ! Leurs revendications sont les nôtres, comme celles des hospitaliers à Arles. Pas un seul jour où dans un hôpital une action collective ne soit menée ! A Arles, ces décideurs de l'ARS, du conseil de surveillance, de la Direction de l'Hôpital qui pensent avoir gagné parce qu'ils ont fermé le SMUR blanc ! sont loin du compte ! Non, nous n'en avons pas fini, nous usagers avec nos camarades hospitaliers nous n'abandonnons pas ! Nous prenons notre 2<sup>ème</sup> souffle ! Ce que nous voulons tous c'est un égalité d'accès à la santé pour tous où que nous soyons.

Nous continuons, avec nos camarades du Garage Renault le combat contre l'acharnement d'une Direction qui porte dans sa besace la panoplie du parfait patron qui casse du syndicaliste !

Comme nous condamnons l'attaque portée par le Président patron au conseil des prud'hommes d'Arles contre le droit de grève des salariés par l'intermédiaire de leur mandat de conseiller prud'homme !

Et sans relâche nous redirons : à Arles comme ailleurs, nous avons besoin de notre hôpital de proximité, du service public postal, de notre gare avec des arrêts de trains, de notre centre de sécu, de notre CAF , ...avec les emplois et les moyens qui s'y rattachent !

Les services publics doivent rester accessibles à tous, sur tout le territoire et permettre à tous de vivre dignement, sans exclusion. Nous ne pourrions gagner cette bataille que tous ensemble, le plus largement possible, tous secteurs confondus, au nom de l'intérêt général. Ne soyons pas dupe, le Medef avec le gouvernement visent la destruction pure et simple des conquits sociaux et des acquis du Conseil National de la Résistance.

L'Union locale CGT d'Arles, tous les syndicats CGT qui la composent, continueront de créer toutes les conditions pour que les salariés, les retraités, les privés d'emploi, tous ensemble, nous portions haut et fort notre volonté et notre détermination à gagner le progrès social, avec au cœur de toutes nos luttes, à Arles, dans le pays et dans le monde : Justice sociale, solidarité, fraternité, respect, tolérance et démocratie.

**Et pour finir, souvenez-vous de ces quelques mots : "L'action permet de surmonter les divisions et de trouver des solutions".**

Merci.